

## TEMOIGNAGE CHRETIEN



***L'Observatoire des inégalités est un organisme associatif indépendant qui se réfère, pour mettre au point ses rapports, aux meilleures sources sur les inégalités dans tous les domaines, avec l'appui d'un grand nombre de chercheurs. Le Rapport sur les inégalités en France qui vient de paraître (176 pages, 8,50 euros – [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)) est le deuxième, après celui de 2015.***

Une caractéristique de ce travail collectif est la rigueur, loin aussi bien d'un certain optimisme officiel des politiques au pouvoir que des discours catastrophistes sur « l'explosion » des inégalités. Il n'y a d'ailleurs pas besoin d'en rajouter pour être inquiet sur l'évolution de la santé sociale de la France.

Selon le plus récent des baromètres annuels d'opinion de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees – ministère des Solidarités et de la Santé), 81 % des Français jugeaient en 2015 que les inégalités avaient augmenté pendant les cinq années précédentes. Au début des années 2000, ce sentiment d'accroissement des inégalités était déjà élevé, mais exprimé par moins de 70 % des Français. Ceux-ci sont 80 %, voire plus, depuis 2008. Le rapport 2017 de l'Observatoire des inégalités confirme cette perception d'une progression de l'injustice dans divers domaines.

C'est notamment le cas des analyses du chapitre 1, consacré aux inégalités de revenu, « Les écarts continuent à se creuser ». Ils ne se creusent pas seulement en raison de l'enrichissement des plus riches, qu'il s'agisse des 10 % et plus encore des 1 % du haut de l'échelle des revenus, qui voient les leurs augmenter nettement plus que la moyenne. Ils se creusent aussi, ce qui est récent et inquiétant, du fait de l'appauvrissement des plus pauvres depuis le début de la crise en 2008 : « *La lente diminution du niveau de vie des 10 % les moins favorisés constitue un retournement historique, un marqueur de notre histoire sociale. Que les riches s'enrichissent, c'est monnaie courante ; que les pauvres s'appauvrissent, cela change la donne.* » Au total, alors que les écarts de revenus avaient eu tendance à diminuer des années 1960 aux années 1980, ils se sont creusés de nouveau à partir de 1990.

On comprend donc la perception actuelle massive d'une injustice et un relatif pessimisme ambiant sur l'état de la société : « *Dans une société où le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 75 % au cours des huit dernières années (de 3 à 4,5 millions si l'on compte les chômeurs de catégories A, B et C) et où le nombre de pauvres a augmenté d'un million de 2004 à 2014, il ne semble pas infondé d'être pessimiste.* » En réalité, si l'on utilise la définition

officielle du seuil de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian), on est passé de 7,57 millions de pauvres en 2004 à un record de 9 millions en 2011, pour redescendre à 8,77 millions en 2014, soit 1,2 million de plus sur cette période noire.

L'ampleur des inégalités de patrimoine est, quant à elle, sans commune mesure avec celle des inégalités de revenu. Par exemple, en termes de revenu des ménages après impôts et prestations sociales, les 10 % les plus riches gagnent en moyenne neuf fois plus que les 10 % les plus pauvres. C'est déjà considérable. Mais les 10 % les plus riches en patrimoine détiennent un patrimoine brut moyen de 1,25 million d'euros, soit six cent trente fois celui des 10 % les moins fortunés (environ 2 000 euros) et huit fois le patrimoine médian brut (158 000 euros). Ces chiffres correspondent à l'année 2013.

S'il est vrai que les inégalités de revenu et de patrimoine jouent un rôle très important, d'autres pèsent également sur les personnes et sur la société. Parmi elles, les inégalités entre les femmes et les hommes restent à un niveau élevé dans divers domaines, dont celui des salaires, qui sont en moyenne inférieurs de 26 % pour les femmes en dépit de promesses politiques récurrentes, mais rarement suivies d'actes efficaces, en faveur de l'égalité professionnelle.

On retiendra enfin, dans l'avant-propos de l'ouvrage, cette analyse d'Anne Brunner et Louis Maurin : nous faut-il « *assumer une société où le meilleur gagne, où chacun peut devenir millionnaire et porter un costume s'il fait ce qu'il faut. [...] Ce serait un changement historique. [...] C'est le règne de "l'égalité des chances"* ». Ou bien préférons-nous « *mettre en oeuvre de véritables politiques de lutte contre les inégalités, en cohérence avec notre devise républicaine, l'égalité tout court, pour une société plus équitable mais dont le fonctionnement serait fondé sur d'autres valeurs que la seule compétition* » ?

JEAN GARDEY

Ancien professeur d'économie à l'université Lille 2